

Crise au Guatemala, les évêques appellent au respect du droit

Marie Malzac , le 18/09/2018 à 15h04

La Conférence épiscopale du Guatemala a invité, dans un message diffusé le 12 septembre, à l'apaisement et à l'application de la loi, dans le contexte d'une nouvelle crise déclenchée par le refus du chef de l'État de prolonger une mission onusienne contre la corruption dans le pays.



Des Guatémaltèques manifestent pour la démission de Jimmy Morales lors de la commémoration de l'indépendance du pays Guatemala City le 14 septembre 2018. / Edwin Bercian/EPA

Une fois encore, les évêques du Guatemala se mobilisent pour éviter que les manifestations en cours dans le pays ne « dégénèrent en violence », dans un contexte de regain d'une crise qui dure depuis plus d'un an. À l'occasion du « mois de la Patrie », qui marque chaque année l'anniversaire de l'indépendance de ce petit pays d'Amérique centrale, la Conférence épiscopale guatémaltèque a publié, mercredi 12 septembre, un message dans lequel il appelle à l'apaisement.

« À de nombreuses reprises au cours de notre histoire indépendante, presque bicentenaire, nous avons vécu le fait que certains ont voulu imposer leur volonté jusqu'à faire en sorte que la violence paraisse inévitable », déplorent les évêques dans leur message. Le pays, ajoutent-ils, traverse actuellement des « moments de tension et de confrontation en raison de deux décisions prises par l'exécutif ».

À lire aussi



Le président met un terme à une mission anti-corruption de l'ONU

Système politique gangrené par la corruption

En effet, deux jours avant la parution de ce texte, des milliers de manifestants ont commencé à envahir les rues, en réaction à la décision du président Jimmy Morales de refuser à Ivan Velasquez, chef de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG), de revenir au Guatemala, contre l'avis de la Cour constitutionnelle.

Les manifestants protestent aussi contre le refus du président de reconduire le mandat de cette commission dans son pays, sous prétexte d'ingérence dans les affaires nationales. Créée en 2007, cette mission onusienne anti-corruption devra cesser ses fonctions en septembre 2019. Mise en place en 2007, la CICIG a joué un rôle important pour aider la justice guatémaltèque à faire son travail.

Ces décisions, précisent les évêques, suscitent des réactions variées, certains affirmant qu'elles sont du ressort d'un « État souverain ». Pourtant, clament-ils dans leur message, « le droit et sa pratique réelle, et pas simplement énoncée, permettent de conserver le sens de la coexistence et de rendre possibles les chemins pour dépasser les maux endémiques de la corruption et de l'impunité ».



Au Guatemala, l'Église engagée contre la corruption

Appel au dialogue

« Personne n'est au-dessus de la loi », martèlent les évêques dans ce texte, avant d'appeler à un « dialogue sérieux » toutes les composantes de la société.

Comédien de métier et président inattendu du Guatemala élu en 2015, Jimmy Morales avait pourtant promis de combattre la corruption, fléau du système politique de ce pays latino-américain. Il succédait à Otto Pérez Molina, lui-même emprisonné pour fraude et accusé de violations des droits de l'homme.

La crise actuelle remonte à l'été 2017, lorsque le médiateur de l'ONU Ivan Velasquez a demandé la levée de l'immunité présidentielle pour son enquête sur la provenance des fonds de la campagne de Jimmy Morales. De grandes manifestations avaient commencé à secouer le pays. L'Église catholique avait alors appelé à s'y joindre, pacifiquement, et montré sa volonté de peser dans le débat public.

Marie Malzac

Et aussi



Face à l'Église, les partisans de l'avortement au Guatemala font marche arrière
Après la forte mobilisation des Églises catholique et protestantes, les défenseurs d'un projet de loi pour assouplir la législation sur l'avortement au Guatemala ont fait marche arrière, mardi 4 septembre.

Lire la suite : <https://www.la-croix.com/Religion/Face-lEglise-partisans-lavortement-Guatemala-font-marche-arriere-2018-09-05-1200966488>